

<https://ricochets.cc/La-Commune-du-Rojava-et-ses-partisans-face-a-l-empire-Lettre-du-front.html>



La Commune du Rojava et ses partisans face à l'empire - Lettre du front

- Les Articles -

Date de mise en ligne : dimanche 1er décembre 2019

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

« Yanan gökyüzünde uçan ate_ ku_ lar1y1z hiçbir yerdeyken her yerdeyiz. »

« Nous sommes tels des oiseaux de feu sous un ciel brûlant, nous sommes nulle part et à la fois partout ».

Ula_ Bayraktaro lu

« Vous entendrez parler de guerres et de bruits de guerres : gardez vous d'être troublés, car il faut que ces choses arrivent. Mais ce ne sera pas encore la fin. »

Matthieu, 24:6



Chères affinités révolutionnaires,

Depuis le 9 octobre dernier, l'État fasciste turc appuyé par ses supplétifs islamistes a lancé une vaste offensive sur la frontière nord-est syrienne et envisage de détruire le projet politique du Rojava, que nous avons rejoint. Par le présent texte, nous souhaitons revenir sur les motivations de notre présence ici : la défense de ces terres dont la libération fut chèrement payée et la volonté de poursuivre l'expérience qui s'y déroule depuis plusieurs années maintenant ; mais aussi le désir de faire exister une solidarité internationale antifasciste qui ne soit pas simplement incantatoire ou folklorique. Nous sommes des militants révolutionnaires issus de l'autonomie, communistes et anarchistes, qui avons fait le choix de venir nous battre aux côtés des populations locales regroupées dans les Forces démocratiques Syriennes (FDS). Comme plusieurs dizaines de militants depuis 2015, nous combattons au sein de l'IFB [1] (International Freedom Bataillon, bataillon international de libération). Nous sommes déployés dans des unités regroupant des camarades kurdes, turcs, arabes, arméniens, assyriens, azéris, turkmènes, circassiens, et venant d'Amérique du Nord, d'Océanie ou d'Europe.



Nous proposons d'exposer ici certains des enjeux et des perspectives qui nous semblent ressortir de la situation présente, plus d'un mois après la reprise de la guerre. Il importe pour ce faire de développer une analyse qui s'appuie sur les éléments relatifs aux contextes politiques propres à chaque côté de la frontière turco-syrienne. Mais il nous faut aussi envisager les marges de manoeuvre dont disposent les peuples du Nord-Est syrien quant à leur émancipation, aussi étroites soient-elles. En ce sens, nous devons aussi énoncer les possibles ouverts par les rencontres fécondes nées de la solidarité internationale qui s'est tissée depuis plusieurs années maintenant au Rojava. La guerre civile qui fait suite à la révolution syrienne a pris une envergure mondiale avec l'implication d'acteurs multiples tendant à rendre les événements difficilement lisibles, c'est là un lieu commun. Nous n'ajouterons pas grand-chose à cela, mais nous tenons à préciser que notre engagement ici est résolument révolutionnaire, en ce sens qu'il se pense indépendamment de toute préférence culturelle, ethnique ou confessionnelle.

En revanche, nous assumons un engagement partisan et préférons, dans les lignes qui vont suivre, l'honnêteté à des formules trop tièdes : bien que nous conservons une distance critique sur sa pratique comme sur l'idéologie qui la guide, nous sommes aujourd'hui aux côtés du HBDH [2] (Mouvement révolutionnaire uni des peuples), dont l'organisation principale est le PKK [3]. Nous avons choisi de nous battre dans le camp des YPG / YPJ [4] parce qu'ils et elles incarnent une force de libération pour les Kurdes, mais aussi et surtout parce qu'ils portent dans leur projet politique la possibilité de détruire la dépendance de tous les peuples au concept de l'État-nation. Plus encore, c'est avec nos amis du DKP / Birlik (Devrimci Komünarlar Partisi / Birlik : « Parti des révolutionnaires communistes / unité ») que nous avons choisi de nous organiser. Pour ces amis, le concept de Commune ne saurait être un totem folklorique : se revendiquer comme communiste c'est encore et toujours rechercher une trajectoire politique irréversible vers l'instauration du communisme, hic et nunc.

À travers ces quelques paragraphes, nous souhaitons décrire ce qui peut encore se jouer dans le futur malgré les incertitudes du temps présent. Nous espérons par ailleurs que ce message donnera envie à des révolutionnaires courageux et courageuses de venir se joindre à nous, ou de nous prêter main forte depuis là où ils demeurent. Si le Rojava semble dans une mauvaise posture, ce qui s'y vit est si fort, qu'il serait dommage que l'appréhension ne paralyse l'élan d'un engagement crucial et concret. Ce n'est pas seulement l'Histoire qui s'écrit ici, c'est avant tout l'avenir qui se dessine.

L'externalisation de la guerre civile turque

Il n'apparaît pas ou peu dans les analyses régulièrement proposées que l'offensive débutée par Erdo an se situe dans une vaste séquence qui pourrait se définir comme le prolongement externe de la guerre civile turque. Quand nous évoquons ce conflit, nous ne faisons pas seulement allusion à l'opposition entre l'AKP [5] et le peuple kurde : nous décrivons simultanément un processus de violence politique qui fait rage depuis plusieurs décennies entre un appareil d'État toujours autoritaire, quelque soit la faction qui le domine, et des groupes marxistes en rupture avec le parti communiste ayant fait le choix de la lutte armée et de la clandestinité [6]. Les fondements de l'État turc moderne portent en eux le germe du fascisme [7] actuel et sa tendance à l'expansionnisme n'a rien de nouveau. Regarder les chaînes d'information turques que nous recevons au Rojava nous a fait froid dans le dos : la dynamique à l'oeuvre de l'autre côté de la frontière laisse présager de ce qui nous attend si nous n'enrayons pas le mythe sécuritaire de l'antiterrorisme. Notre camp a dénoncé et combattu l'état d'exception et l'arsenal législatif de répression politique - hérités ou inspirés des périodes les plus sombres du XXe siècle - qui se sont développés en Europe, et notamment en France. Nous nous retrouvons aujourd'hui en première ligne face à un État qui a vu son hypothèse fasciste se réaliser pleinement à partir de ce substrat sécuritaire.

Avec les conséquences que nous connaissons.



On ne peut analyser correctement la présente situation sans comprendre la nature métamorphe de la politique turque. Des centaines de partis politiques existent en Turquie, certains ridiculement minuscules (on trouve des partis de seulement quelques dizaines de personnes), qui ne cessent de scissionner (particulièrement à l'extrême gauche, ô surprise) ou/puis de s'unir au sein de blocs communs. Au sein de ces alliances, un ou deux partis majoritaires voient en général des partis minoritaires graviter autour d'eux. Ces partis, quelle que soit leur taille, proviennent pour presque tous d'anciens partis, dissous ou interdits, et continuent en général sur une ligne politique similaire ou extrêmement proche de celle de leur prédécesseur. Le monde politique turc est aussi passionnant que complexe. Pour l'heure, nous nous focaliserons d'abord sur le parti au pouvoir en Turquie, c'est à dire l'AKP, et ses alliés directs. AKP pour Adalet ve Kalkınma Partisi, c'est à dire « Parti de la Justice et du Développement », et souvent appelé par ses partisans « AK Parti », « ak » signifiant en turc « clair » ou éventuellement « blanc » (et par extension « propre »). L'AKP est pourtant loin d'être clair, autant dans son histoire que dans son fonctionnement.

Issu du FP (Fazilet Partisi : « Parti de la Vertu »), lui même issu du RP (Refah Partisi : « Parti du Bien-être »), issu du MSP (Millî Selamet Partisi : « Parti du Salut National »), l'AKP s'inscrit dans la succession idéologique de tous ceux là ; fortement islamo-conservateur, populiste, nationaliste et libéral à la fois. Au fur et à mesure, le mouvement dont est issu l'AKP a vu ses partis être interdits par la Cour constitutionnelle turque, parce que jugés trop islamistes, et donc contraire à la laïcité kémaliste. Mais ce mouvement a eu l'intelligence de savoir se libéraliser, et donc de greffer autour de lui aussi bien des milieux de droite libérale que d'extrême droite néo-ottomaniste. Cette stratégie, ainsi que des pressions étrangères mal avisées, a permis à l'AKP d'éviter d'être interdit peu de temps après sa fondation en 2001. Il a alors conquis rapidement le contrôle des structures étatiques, avec notamment à sa tête deux de ses fondateurs : Recep Tayyip Erdoğan et Binali Yıldırım, qui au gré de postes gouvernementaux différents, demeurent les hommes forts de l'État turc. Malgré un fort mouvement social de contestation (2013), des affaires de corruption dévoilées au grand jour (principalement en 2013/2014), un prétendu coup d'État manqué (2016), et quelques revers aux élections municipales (2019), l'AKP est parvenu à se maintenir au pouvoir jusqu'à se synchrétiser avec l'État qu'il contrôle. On différencie aujourd'hui difficilement l'un de l'autre.

Les victoires successives de l'AKP, ainsi que le contrôle presque exclusif des médias turcs, lui ont permis d'amorcer un virage plus explicite vers l'extrême droite néo-ottomaniste, sans risque majeur d'opposition. Cette amorce s'est concrétisée avec la création de l'Alliance Populaire, coalition de différents partis politiques de droite et d'extrême droite, dont l'AKP et le MHP (Milliyetçi Hareket Partisi : « Parti d'Action Nationaliste ») sont les épiscopentres. Cette structure bicéphale avec le principale parti d'extrême droite radicale est finalement la suite logique d'une stratégie politique menée depuis les années 60 par les courants composants aujourd'hui l'AKP. Rappelons que le MHP est ultra-nationaliste, islamiste, néo-ottomaniste, en un mot fasciste, et ne tente aucunement de cacher son affiliation avec les Loups Gris (organisation néo-fasciste para-militaire directement responsable de l'assassinat de plusieurs milliers d'intellectuels, militants de gauche ou révolutionnaires, arméniens, kurdes, grecs, etc). MHP et Loups Gris n'auraient pu connaître un tel développement si l'État turc, soi-disant "kémaliste et laïc", n'avait lui-même depuis les

années 60 poussé à leur expansion dans sa guerre contre le communisme. Les Loups Gris, depuis présents dans l'ensemble des structures étatiques mais particulièrement au sein de l'armée, du renseignement et de la police, participent d'ailleurs activement à la guerre contre le Rojava, notamment au sein de l'Armée Syrienne Libre (ASL ou « FSA » en anglais) [8] puis de l'Armée Nationale Syrienne (SNA).

Combattre l'AKP, c'est donc nécessairement combattre l'ensemble des groupes qui lui sont affiliés ou alliés. On ne peut comprendre le fascisme au XXI^e siècle sans connaître le cas turc. Et l'on ne peut livrer bataille au fascisme turc sans s'attaquer à l'ensemble de ses composantes.

Bien qu'incertain, le concept "d'Etat profond", fut d'abord forgé par des universitaires pour illustrer la réalité turque. En vérité, cette expression est davantage le résultat d'une analyse structurelle viciée sur laquelle de nombreux fascistes fantasment. Nous lui préférons donc celle de "profondeur de l'Etat". Et celle de l'Etat turc est abyssale. Celui-ci n'est pas qu'un ensemble de structures administratives, c'est avant tout les interactions, amicales ou hostiles, entre - certes - des ensembles politiques (plus ou moins cohérents), mais aussi des clans, des sectes, et des mafias. Il est indispensable d'être inféodé à l'un d'eux ou l'une d'elles pour exister dans et à travers l'État.

Gezi, dernière offensive majeure contre le gouvernement (si l'on exclue la mascarade spectaculaire du 15/16 Juillet 2016 [9]) portait à juste titre le combat à la fois contre l'État, mais aussi contre ceux derrière lui, ou à ses côtés, c'est à dire l'ensemble de ces réseaux conservateurs et fascistes. Gezi, et par extension Taksim, c'est l'héritage politique récent sur lequel nous devons nous appuyer pour, de nouveau, mettre en difficulté l'Etat turc et l'AKP, et peut-être même les abattre l'un et l'autre.

De l'opposition de quelques écologistes contre l'abattage de plusieurs arbres dans le centre-ville d'Istanbul, à la contestation générale dans l'ensemble du territoire turc et au Bakûr [10], ce mouvement a porté en lui le génie insurgé qu'il nous faut retrouver, et que l'on a aperçu en France récemment avec les Gilets Jaunes. Ce n'est pas un hasard si de nombreux et nombreuses camarades turcophones combattants aujourd'hui au Rojava se sont d'abord organisés ensemble lors de Gezi. De leur propre aveu, « à Gezi, il ne manquait que le PKK ». Ce dernier effectuera ensuite son auto-critique quand à son absence lors des révoltes.

Les mouvements révolutionnaires turc et kurde payent à présent les conséquences de cette erreur stratégique. Les émeutes n'ont su devenir une insurrection victorieuse.

Comment donc recréer les conditions de Gezi, comment amorcer un nouveau mouvement, et comment changer ce mouvement en quelque chose d'autre ?

Il nous faut interdire les absents, et pousser les présents à la coopération tactique et à la maîtrise technique, c'est à dire dépasser non seulement les clivages collectifs mais surtout réapprendre le sens de l'engagement personnel : s'efforcer d'assimiler des connaissances, les transformer en compétences, les partager, les mettre ensuite en pratique.

S'entraîner, puis s'entraîner encore.
Essayer, échouer, essayer à nouveau.



La satisfaction insipide et creuse d'être militant doit disparaître pour laisser naître le désir d'être combattant. Nous sommes une armée sans plan de bataille. Devenons notre propre machine de guerre. Nous manquons rarement d'insurgés, mais dramatiquement d'insurrections. Notre puissance semble évidente aux yeux de l'ennemi quand nous y sommes aveugles : ériger la Commune, c'est déjà accepter de faire malgré la peur, et un peu aussi, de croire en nous. La rencontre des insurgés est la clef. Le Rojava est ce lieu de rencontres, et l'État turc le sait : anéantir ce que nous construisons ici est pour lui la garantie de s'acheter quelques années de répit supplémentaire.

Les éléments discursifs de l'AKP construisant le récit national turc prétendent se différencier du kémalisme, mais Erdoğan en conserve les logiques génocidaires [11] et militaristes. L'AKP mène en effet une politique fondée sur l'islamisme qui s'éloigne du laïcisme de la République d'Atatürk. Le concept de néo-ottomanisme a souvent été évoqué pour décrire l'idéologie dominante en Turquie lors de la dernière décennie. Il est indéniable que l'identité musulmane sert aussi bien de support au leader de l'AKP pour tenter de cimenter la société turque, que de matrice à sa politique extérieure, dans laquelle il se met en scène comme le protecteur et meneur de la communauté des croyants. Cependant, il convient aussi de rappeler que cet expansionnisme sert des intérêts économiques bien réels, dans un pays en crise, englué dans les contradictions du néo-libéralisme qu'il applique depuis la fin des années 1990.

La guerre en Syrie apparaît donc comme le seul moyen pour l'AKP de reprendre la main sur la politique interne en Turquie et de relancer une économie en crise. Le camp d'Erdoğan, en proie aux difficultés, joue un dernier coup de poker : attaquer pour détruire ce qu'il a minutieusement présenté comme l'ennemi d'État, et de fait comme ennemi public, ces dernières années, à savoir le mouvement révolutionnaire kurde et turc.

Perdre du terrain ici pourrait provoquer sa chute.

L'histoire récente turque se confond avec un état d'urgence permanent ponctué d'une série de putschs. Qu'ils aboutissent ou non, ces coups d'état viennent toujours renforcer l'appareil sécuritaire et créent des seuils paroxystiques dans les phases répressives menées par l'armée, la police et des groupes nationalistes, à partir desquels il semble très difficile de revenir en arrière [12]. Rappelons qu'en 1971, des milliers de personnes furent tuées, torturées ou emprisonnées suite au coup d'État de l'armée. En 1980, c'est une génération entière de révolutionnaires qui sera anéantie par la réaction.

Certaines familles sont toujours sans nouvelles de leurs proches disparus.

Depuis cette période, seul le PKK a réussi à se maintenir suffisamment fort et s'agrandir pour incarner la résistance, du fait de sa spécificité identitaire. S'il est dans l'ADN des États modernes de suivre une logique qui conjugue l'accroissement de leur puissance militaire à un renforcement constant de leur appareil policier, l'État turc porte cette tendance à une intensité extrême. Cela fait bien longtemps qu'il ne fait plus de distinction claire entre ses activités militaires et policières, mais surtout, il ne semble désormais n'y avoir aucune différence fondamentale entre les opérations intérieures et extérieures qu'il mène.

La Turquie est probablement le pays qui connaît la plus longue des guerres civiles, et elle est assurément la seule puissance de l'OTAN qui effectue des frappes aériennes sur son propre territoire.

Il est utile de s'arrêter quelques instants sur ce qui constitue les forces d'infanterie de l'opération « Source de Paix ». L'armée turque utilise son aviation et des attaques de drones, et elle déploie ses forces spéciales ainsi que des véhicules blindés et de l'artillerie au sol. Mais le gros de ses fantassins se compose de groupes issus de l'ancienne ASL ou de la province d'Idlib, dont elle s'offre les services, et qui se sont récemment unis sous l'appellation « d'Armée Nationale Syrienne ». L'idéologie qui anime ses différents membres est variable. Beaucoup se revendiquent en effet du nationalisme syrien et en opposition au Régime de El-Assad. Tous ces groupes sont islamistes. Certains s'affichent comme néo-ottomanistes ou cherchent à promouvoir le nationalisme turc. On a entendu, ça et là, que les revers successifs qu'ils ont subit face à l'État Islamique, les FDS ou le Régime les auraient « contraint » à adopter la logique de mercenariat qu'ils suivent aujourd'hui. Voilà une bien curieuse manière d'euphémiser les pratiques ignobles de ces hommes sur le terrain. Exécuter des civils, violer, réduire en esclavages des femmes ou piller en échange d'une solde fournie par une puissance de l'OTAN n'est en rien une « contrainte ». C'est un choix délibéré émanant d'une vision du monde reposant sur la domination. Les exactions et crimes de guerre qu'ils répètent depuis plusieurs années, ainsi que le patronage qu'ils recherchent auprès de l'AKP pour obtenir un soutien financier montre bien que ces combattants ne sont animés par aucune volonté révolutionnaire, mais seulement par un nihilisme favorisé par une situation de guerre qui s'éternise. Remarquons que si la plupart de ces groupes ne peuvent être qualifiés de djihadistes en raison des nationalismes qu'ils défendent [13], ils ont été rejoint par un grand nombre d'anciens combattants de l'État Islamique et du Front Al-Nosra, en raison de l'ethos similaire qu'ils partagent. Par ailleurs, il est évident que le racisme anti-kurde sert de ciment à la SNA.

Voilà donc les adversaires qui nous font face aujourd'hui.

Marx parle de contradictions, les soldats de brèches, nous d'incohérences.

Quelles qu'elles soient, elles constituent toujours une faille dans le dispositif adverse, une faille à exploiter. La faille est notre champ de bataille. Il nous faut veiller, autant que possible, à ne jamais laisser le choix du terrain à l'adversaire. Le rapport de force étant de toute façon asymétrique, on ne peut le réduire qu'en changeant la nature du lieu et du mode d'affrontement, même si cela ne signifie pas que l'avantage de l'un et l'autre nous est nécessairement acquis.

En tout état de cause, c'est le terrain qui commande.

La perspicacité du PKK a toujours été d'occuper tous les terrains. Légaux et illégaux, politiques et militaires, structurels et affinitaires. Il faut reconnaître au mouvement révolutionnaire kurde un certain brio quand à sa capacité de mobilisation et d'adaptation. Le fait est que nous voyons autant d'acuité stratégique dans le lègue de Clausewitz que celui d'Ocalan [14]. La nouvelle doctrine militaire pour l'organisation de l'armée prussienne du premier a permis à celle-ci de vaincre les armées françaises du 19e siècle, les principes organisationnels et tactiques du second ont su

construire un parti au rapport de force rarement égalé (pour une organisation clandestine), disposant d'une guérilla dévouée et de ramifications internationales.

Chez les deux, guerre et politique sont de fait intrinsèques l'une à l'autre.

Le mouvement révolutionnaire kurde tire parti d'une force militaire conséquente. Une force militaire ne se constitue comme telle que si, à l'origine puis dans la prolongation de son activité, elle se maintient par un cadre cohérent et peut s'appuyer sur un noyau dur. Répétons que nous parlons là de force militaire, et non d'organisation révolutionnaire, plus large. La force militaire n'est que la caractérisation armée d'une fraction de l'organisation générale.

Un cadre cohérent, donc, ne signifie pas qu'en son sein n'existent pas d'incohérences, mais que ces incohérences internes ne sauraient être suffisantes pour menacer l'intégrité générale.

Un noyau dur n'a pas besoin de croître de façon exponentielle. Il lui faut seulement demeurer solide et continuer d'agréger autour de lui assez d'énergie vitale.

L'important est d'opposer à l'ennemi un exosquelette sur lequel buter et d'offrir à ses amis un endosquelette sur lequel s'appuyer. Entre le cadre et le noyau, les formes de vies combattantes peuvent se rencontrer et proliférer, qu'elles choisissent de fusionner ou de se séparer, elles demeurent dans un tout consistant, à défaut d'être intact.

Une force militaire peut choisir de se regrouper ou de se disperser. Mais elle garde la liaison.

Une force militaire, c'est avant tout un réseau aussi bien défensif qu'offensif. Elle résiste aux attaques de l'ennemi, et si elle aperçoit une brèche dans le camp opposé, elle doit s'y engouffrer.

La force militaire du mouvement révolutionnaire kurde a inlassablement fait preuve de dévotion à la cause qu'elle défend et de résilience face aux difficultés qu'elle traverse. Si nous lui adressons plusieurs critiques (aussi bien sur le plan structurel qu'idéologique, et fonctionnel que social), nous devons admettre qu'elle nous impressionne. C'est grâce notamment à sa résistance (dite "héroïque", mais à franchement parler, l'héroïsme ne nous intéresse guère) à Kobane qu'elle a permis à une large frange du milieu révolutionnaire occidental de découvrir la lutte du peuple kurde, ou en tout cas de lui rappeler son existence.

Kobane, c'est l'expression du génie de la guérilla, de la force de convictions idéologiques et de l'habileté politique du PKK. Début Septembre 2014, les troupes de l'État Islamique ont encerclé la ville, à la frontière Nord-Syrienne et Turque. Côté Rojava, quelques milliers de combattants principalement kurdes (mais aussi arabes et turcs) affrontent un ennemi trois fois plus nombreux. De l'autre côté, l'État turc s'assure qu'aucune aide ne puisse parvenir aux kurdes acculés. Pire, il fournit logistique et renseignement aux assaillants islamistes. Ces derniers disposent également d'armes lourdes et de chars d'assaut, contrairement aux kurdes. Malgré l'asymétrie évidente de la situation, les forces kurdes vont résister pendant 5 mois et même lancer une contre-offensive victorieuse. La bataille de Kobane ne peut être racontée en quelques lignes, nous nous contenterons donc d'isoler les éléments qui ont permis une telle victoire.

D'abord le dévouement des assiégés, ceux-ci étant à la fois issus de structures politiques locales mais également de combattants venus du Kurdistan turc et irakien. On notera aussi la présence de forces arabes de l'Armée Syrienne Libre [15] aux côtés des kurdes, qui avant même l'engagement de la coalition internationale avaient choisi de se battre avec les YPG et YPJ contre l'EI et autres groupes islamistes radicaux.

Ensuite, la sagacité tactique des défenseurs qui ont, d'une manière générale, développé des techniques de combat adaptées à leurs moyens et besoins.

Enfin, la réussite du jeu diplomatique du mouvement révolutionnaire kurde, qui a su obtenir l'aide de la coalition, puis d'autres acteurs (comme le Gouvernement Régional du Kurdistan irakien) malgré l'opposition virulente de l'État turc, et faire connaître au monde son incroyable résistance.

Kobane est aux révolutionnaires kurdes ce que Gezi est à leurs camarades turcs : un exemple éclatant du triomphe de la commune, et un héritage politique devenu objectif à reproduire.

Ce qu'il nous faut surtout, c'est identifier nos défaillances. Ne pas offrir de prises à l'ennemi. Si nos aspérités ne sont pas assez tranchantes, alors devenons lisses, soyons insaisissables.

Nous avons connus des échecs et des humiliations. Afrin et Serekaniye en sont. Des fautes politiques et militaires intolérables ont été commises et nous nous devons de les connaître et reconnaître. Nous admettons être faillibles, mais cela ne saurait être suffisant, il faut apprendre au mouvement, aux mouvements, à se résorber rapidement pour ne pas disparaître.

En cela notre guerre est aussi une guerre contre l'ego et le mensonge. Admettre sa faiblesse et ses lacunes est un principe fondamental de l'engagement révolutionnaire sincère.

Cela ne signifie pas que nous ne ferons pas d'autres erreurs.

Aussi désespérée soit-elle, l'époque laisse une fenêtre de tir inédite pour les révolutionnaires turcs et kurdes. Cette génération qui a connu Gezi et Kobane, dont une partie a rompu avec une idéologie marxiste trop orthodoxe et largement déconnectée des réalités de notre temps, est certainement la plus à même de catalyser la dynamique de révolte croissante dans son pays. Elle pourrait aussi ne pas survivre à une possible défaite militaire au Rojava.

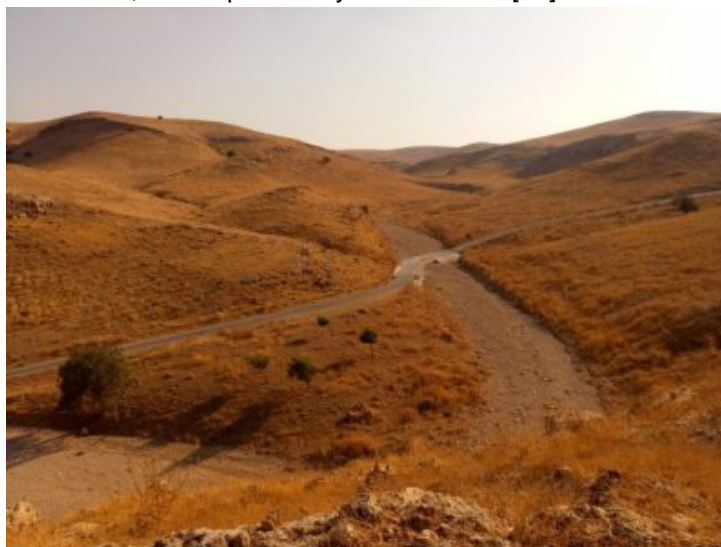
Nous devons donc être à ses côtés, par tous les moyens dont nous disposons.

Car la volonté de domination de l'AKP ne s'arrête pas à ses frontières. Seule une solidarité internationale forte avec les populations du Nord-Est syrien, ici mais aussi partout dans le monde, pourra mettre fin à cette dynamique mortifère.

Les Forces Démocratiques Syriennes dans l'état géopolitique régional

L'invasion automnale de l'État fasciste turc s'est faite avec la complaisance des puissances mondiales et régionales. Inutile de préciser que le régime d'El-Assad sort aussi - malgré ses diatribes et ses plaintes répétées concernant son « intégrité territoriale » - comme l'un des principaux vainqueurs diplomatiques de ces dernières semaines. Nous sommes à ce titre attristés de constater l'éternelle obligation pour les kurdes de composer ou négocier avec les états impérialistes pour ensuite subir d'inévitables trahisons. Sans cesse réduits au simple statut de force d'appui par les puissances régionales ou occidentales, sans jamais bénéficier d'aucune considération pour leur désir d'émancipation, ils gardent cette image d'un peuple libre au destin tragique.

Le retour du régime dans le Nord-Est syrien suite à l'accord qu'ont dû accepter les FDS ne présage rien de bon pour la suite. Cet arrangement est militaire : cela signifie que malgré les déclarations du clan Assad, il n'offre pas de garanties politiques. Comme le rappelait Leila Al Shami, aucune des promesses faites par le Régime dans les régions qu'il a récupérées ne fut tenue, et la répression y a été terrible [16].



S'allier à Scylla pour tenter d'empêcher un génocide de Charybde n'est pas une perspective politique désirable. Les FDS l'ont à défaut jugée vitale et nous respectons ce choix, car la vie de centaines de milliers de personnes est en jeu. Il est évident que cette décision ne peut se justifier au nom d'un stupide campisme, déguisé en « anti-impérialisme » qu'incarnerait Bachar El-Assad. Nous savons quels sont les crimes qu'a commis le régime Syrien, et n'importe quel combattant des FDS en est conscient, contrairement à certains imbéciles de la gauche française.

Le Régime Baasiste a encouragé la formation militaire du PKK dans les années 1980, c'est un fait historique, qu'il faut cependant replacer dans le contexte de la résistance palestinienne auquel le PKK, au même titre que d'autres organisations révolutionnaires, a participé activement. Le Parti Baas Syrien a en effet aidé le mouvement kurde à créer des camps d'entraînement en Syrie et au Liban, à partir desquels des militants sont partis combattre la colonisation israélienne. Notons que cette coopération n'a pas duré : Abdullah Ocalan fut expulsé de Syrie et les bases arrière du PKK furent fermées, à la faveur d'un apaisement des relations entre le Régime et la Turquie dans la fin des années 1990. Nous prenons le temps de ce détour historique afin de clarifier certaines allégations malsaines faisant du PKK un soutien historique et inconditionnel du Régime, dont le but est de promouvoir au sein du mouvement révolutionnaire occidental une forme de sympathie pour les groupes de mercenaires islamistes au service de la Turquie, au motif que ceux-ci seraient d'anciens éléments de l'Armée Syrienne Libre. Rien n'est plus stupide. La répression qu'ont subi les kurdes de Syrie, notamment au début des années 2000 [17], devrait suffire à nous rappeler de ne pas tomber dans ce type de raisonnements simplistes.

La question kurde reste l'un des grands impensés de la révolution syrienne, malgré tous les horizons qu'elle a ouvert pour le Moyen-Orient. De nombreux écrits ont proposé d'analyser la défaite des révolutionnaires syriens en raison de leur incapacité à exister au milieu de groupes armés islamistes radicaux ou djihadistes, ayant des connexions internationales pour organiser la logistique et financer leur opposition militaire au Régime. Nous souhaiterions ajouter à cela que le manque de considération pour les minorités dans le cadre d'un processus révolutionnaire parfois trop centré sur l'identité syrienne fut aussi l'un de leurs points faibles. C'est pourquoi, au grand dam de certains observateurs, le PYD [18] ne s'est pas préoccupé d'un mouvement excluant de facto la question kurde en conservant une approche basée sur le nationalisme syrien.

Les kurdes ont toujours mené une stratégie transnationale concernant leur émancipation, puisque de toute façon, les révoltes qu'ils ont mené pour se défaire de l'oppression n'ont jamais été soutenues par l'opposition syrienne avant la

guerre. Plus généralement, sachant qu'il ne pourra jamais arracher son autonomie des puissances régionales sur un plan purement militaire, le PKK a construit une machine de guerre qui déploie de nombreuses circulations à travers les frontières (armes, combattant.e.s, financements, savoirs-faire...), dont les objectifs ne sont jamais pensés selon une dynamique interne au territoire des états sur lesquels il opère.

Lorsque la guerre a succédé à la révolution, les kurdes ont utilisé les dépôts d'armement et de munitions du Régime afin de libérer les territoires que ce dernier avait abandonné aux milices djihadistes ou islamistes, pour se redéployer à l'ouest. Les combats ayant fait rage ont opposé le mouvement kurde à des groupes tels que le Front Al-Nosra ou le Ahrar Al-Sham, dont le programme politique n'est pas franchement proche d'une éthique révolutionnaire, n'en déplaise à certains... Il est bien évidemment inutile de présenter le groupe État Islamique contre lequel les YPG/YPJ ont lutté jusqu'au printemps 2019.

Au milieu de ces conflits multiples, les kurdes ont déclaré leur autonomie à l'automne 2013. Cette proclamation à laquelle s'est opposée le Régime fut également perçue comme une « trahison » par une partie de l'ancienne Armée Syrienne Libre. Nous pourrions légitimement nous poser la question de savoir ce que faisaient ces personnes quand le régime tirait à balle réelles sur des manifestants kurdes moins de dix ans plus tôt, et que certains d'entre eux étaient arrêtés et torturés par les services secrets syriens. Nous nous contenterons de réaffirmer que le récit mensonger présentant la mise en place d'une enclave autonome par les kurdes pendant la guerre civile syrienne comme un « simple lègue » du Régime insulte la mémoire des martyrs tombés contre des groupes djihadistes ou islamistes. Et nous tenons à rappeler également que des combats ont bien existé entre les YPG/YPJ et les forces pro-Assad pour le contrôle de certaines villes, dans lesquels de nombreux camarades ont trouvé la mort. La stratégie à l'égard des forces du Régime a d'ailleurs principalement consisté à faire un grand nombre de prisonniers, afin de les échanger avec des militants kurdes qui étaient toujours emprisonnés. Le Régime n'a pas libéré de bonne grâce des militants révolutionnaires, il les a relâchés contre la libération de ses propres partisans.

Comme ce fut le cas à Kobane, des groupes de l'ASL ont rejoint les FDS à mesure que le conflit se poursuivait. Au moment de la bataille de Raqqa, plusieurs d'entre eux [19] ont pris la décision de se battre aux côtés des FDS, puis de fusionner avec celles-ci au mois d'octobre 2017. Mais c'est aussi le cas de « l'Armée des Révolutionnaires » (Jaysh Al-Thuwar), de la « Brigade Démocratique du Nord » (Liwa al-Shamal al-democrati), et de la « Brigade des Révolutionnaires d'Idlib », pour ne citer qu'eux, qui combattent actuellement les milices pro-turques de la SNA à nos côtés. Les éléments de l'ASL portant une idéologie non-réactionnaire ont donc pour beaucoup rejoint les FDS, d'autres ont malheureusement été vaincus. Certains survivent difficilement entre les frappes du Régime et les groupes contre-révolutionnaires ou djihadistes dans la province d'Idlib. Nous refusons tout positionnement négationniste vis à vis du Printemps Arabe en Syrie et des créations singulières qui en sont issues. Mais nous refusons également toute approche de la situation qui tiendrait le mouvement kurde pour responsable de l'échec d'un dialogue fécond entre les deux processus révolutionnaires qui ont parcouru la région depuis 2011.

C'est donc la Russie qui apparaît comme la puissance dominante sur l'échiquier local : jouant sur deux tableaux, elle soutient à la fois Bachar El-Assad dans sa sanglante reconquête de la province d'Idlib, tout en veillant à laisser une très large possibilité d'intervention aux forces turques dans le Nord-Est. Notons qu'aujourd'hui, sur le plan international, aucune puissance n'ose s'opposer à la Turquie : celle-ci a la mainmise sur des enjeux géostratégiques bien trop importants pour être stoppée. Ici aucun cessez-le-feu n'a eu d'existence réelle et les combats se poursuivent sans relâche, semaines après semaines. L'accord d'octobre ne nous apporte que peu d'atouts militaires, tant l'armée du Régime est faible et lâche sans le soutien de Moscou, et il privera bien certainement les populations du Rojava de nombreux acquis de la Révolution. Il offre par ailleurs une nouvelle opportunité au Parti Baas Syrien de réprimer ses opposants politiques. Mais pour les FDS, négocier avec El-Assad était le seul moyen pour que l'une des grandes puissances mondiales, la Russie, modère les velléités turques. Nous entendons par le terme « modérer », le faible espoir que le Kremlin refuse à Ankara une invasion totale de la « Safe Zone ». La définition de cette dernière est très aléatoire : c'est avant tout l'État turc qui décide actuellement de son expansion.

Cette approche stratégique liée à une situation de guerre laisse nécessairement des regrets amers sur le plan politique, car elle démontre l'impossibilité pour les FDS d'incarner simultanément une résistance face au fascisme turc et une alternative totale à la dictature baasiste.

Mais peut-on, au nom d'une pureté idéologique hors-sol, exiger le suicide d'une armée non-étatique qui, après avoir perdu 11 000 de ses combattant.e.s face à la terreur djihadiste, a été abandonnée par tous ? Peut-on accepter les crimes de masse et le nettoyage ethnique déjà à l'oeuvre entre Serekaniye et Til Temir ? Doit-on laisser tomber un à un les acquis révolutionnaires nés de la victoire sur l'État Islamique ?

De notre côté, nous savons ce qu'il nous reste à faire. Nous nous refusons à la passivité et nous lutterons à côté de nos amis, militaires et civils, quel que soit la nature de la menace qui pèse sur elles et eux, et ce pour éviter le pire. Le simple fait d'observer les exactions commises sur les civils par l'armée turque et ses proxies nous rappelle la nécessité de mener une lutte antifasciste sur le terrain.

Comme pour ses incarnations passées ou récentes, des révoltes serviles de l'empire Romain à la grande insurrection paysanne de 1525, de 1871 à la ZAD de Notre-Dame des Landes, nous nous situons actuellement au point de tension que vit la Commune à chaque fois qu'elle est exposée à la menace de son écrasement ou de sa normalisation. Ces questions se posent à ses partisans à mesure que l'expérience communale grandit jusqu'à devenir un kyste dans le tissu impérial. Comment se défendre militairement lorsque l'autonomie acquise pousse l'empire à choisir l'anéantissement de nos forces ? Comment doit-on négocier, et avec qui, pour préserver ce qui s'est construit au prix de tant d'efforts ? Cette composition détruira t-elle l'originalité des rapports politiques nées au coeur de cet espace arraché à la tyrannie ? Mieux vaut-il mourir ou disparaître ?

Il n'y aura jamais de réponse pré-écrite à ces interrogations.

Dans le contexte qui est le nôtre, au Rojava, nous savons qu'il faudra opposer à l'invasion turque une résistance militaire suffisamment conséquente pour à la fois rendre la guerre bien trop coûteuse à l'AKP, et constituer une puissance offensive qui décourage le Régime de se lancer dans une reprise en main totale de ces terres libres. Mais les exemples historiques montrent qu'une victoire s'effectuant sur un plan purement militaire n'est ni possible, ni même souhaitable. La Commune ne se résume pas à un territoire délimité par des combattants et des combattantes qui le défendent, quand bien même ils ou elles sont des révolutionnaires : elle se définit à partir d'un ensemble d'affects, d'outils politiques d'organisation et de liens de solidarité tissés entre les communards et les communardes, ainsi que par les circulations et les relations de soutien réciproques qu'elle déploie vers l'extérieur.

Perspectives révolutionnaires dans un Rojava en guerre

À l'issue de ce tableau assez sombre, il nous reste malgré tout bien des options aujourd'hui. Le 21e siècle semble esquisser la fin de toute possibilité d'avoir une lecture claire de la répartition des puissances planétaires et de la ligne de destruction qu'elles projettent. Les rivalités géopolitiques des « grands » donnent naissance à des contradictions à partir desquelles nous pouvons créer des espaces libérés de leur domination.

Nous occupons donc les interstices d'un monde où les états ne sont plus que les parties d'une machine de guerre globale qui s'est autonomisée.

Ça et là, au milieu des ruines et de la fureur, naissent des expériences révolutionnaires, imparfaites et impures, qui

ont le mérite d'exister et de rompre avec la froideur du capitalisme et de sa terrible uniformité. La capacité pour nous autres - qui voulons vivre autre-chose - d'y participer ardemment, offre un défi de taille pour l'internationalisme. De ce point de vue, le Rojava reste sans aucun doute la réussite la plus aboutie de ces dernières années. La possibilité de créer une communauté de lutte à travers des solidarités horizontales se fait ressentir.

Malgré des différences marquées dans la manière dont sont produites nos subjectivités politiques, nous pensons qu'il est possible de parler un langage commun avec les révolutionnaires du Moyen-Orient, précisément à partir de notre rapport à la commune. Si notre engagement actuel s'est tourné vers le Rojava, c'est que nous avons eu l'intuition qu'il réactivait, tout en demeurant si singulier, des atmosphères que nous avons pu approcher par la mémoire révolutionnaire, et que nous avons vécu directement sur la ZAD, dans les cortèges et sur les rond-points de France.

En kurde le mot heval provient du concept plus large de riheval qui fait référence au « compagnon de route ». Heval désigne aussi bien le camarade que l'ami : à partir de ce double sens s'orchestre une forme d'amitié politique immédiate qui prend corps dès la rencontre. Quiconque à connu les milieux militants européens sait bien qu'il n'y est pas systématiquement naturel de s'aider entre « camarades ». Plus encore, la bienveillance en est souvent absente. Ici les failles personnelles ne sont pas exploitées pour rabaisser l'autre : on essaye de les combler collectivement, par l'entraide et la critique, qui est un outil pour que chacun s'améliore. On ne trouve donc ni compétition dans la radicalité, ni course à la « safitude ». Jamais un ou une heval, ne se revendique comme victime. Le terme serait pour elle ou lui insultant. Prendre soin de l'autre, ce n'est pas participer à une complaisance victimaire, mais formuler et acter les moyens d'accroître sa puissance, notre puissance.

Ce qui devrait inquiéter les services de renseignement et quelques journalistes flicophiles de Médiapart, ce n'est pas le maniement d'armes par plusieurs militants internationalistes, mais les circulations révolutionnaires entre un espace où la force collective imprègne les formes de vie avec une extrême intensité, et la France, qui à connu depuis le 17 novembre 2018, la plus grande offensive contre la politique classique depuis mai 68. Ce que l'État bourgeois ne comprendra jamais, c'est que ces circulations révolutionnaires ne lui sont pas préhensibles car il ne s'agit pas là d'individus, mais d'une sensibilité partagée du commun par delà les frontières. Ce n'est pas un hasard si le Rojava fut maintes fois évoqué dans des assemblées de Gilets Jaunes.



Il y a là quelque chose dans la pratique et la solidarité quotidienne, qui se situe au-delà de toute idéologie. Nous sommes loin d'être de fervents apôtres [20], et nous portons un ensemble de critiques à l'égard des écrits

théoriques d'Ocalan. Mais il est indéniable que le mouvement kurde sait faire exister dans la praxis quelque chose qui rompt avec les ambiances froides des espaces où dominent les techniques de gouvernement.

La mémoire collective kurde entretient le récit de celles et ceux tombés au combat, formant ainsi une communauté de lutte au sein de laquelle les morts et les vivants continuent d'exister ensemble. La « martyrologie » souvent décriée par les milieux militants européens fait pourtant sens ici, dans un espace où la guerre est une réalité quotidienne. À l'instar du Chiapas où ceux qui sont encore présents côtoient les disparus par le port d'un masque qui (r)appellent leur présence, les portraits des *shid* [21] ornent les maisons et les rues. Quiconque a assisté à la cérémonie d'adieu à un combattant ou une combattante tombé.e, a nécessairement été marqué par l'atmosphère si particulière qui s'en dégage, et nous rappelle qu'en dépit de différences culturelles et anthropologiques marquées, il n'y a pas si longtemps en Europe également, la force collective du mouvement révolutionnaire s'exprimait lors des funérailles de ses membres.



Nous constatons que le conflit syrien, bien qu'il aie créé les conditions d'une émancipation pour un si grand territoire, impose des nécessités quotidiennes aux YPG/YPJ, ayant tendance à freiner les transformations sociales. Rappelons que plus de la moitié de leur budget est alloué à la guerre, autant de moyens qui échappent aux habitants de ces terres qui ne combattent pas. Le Rojava est une région très pauvre, et il nous semble qu'une forme de bureaucratie militaire a tendance à capter une part importante des ressources en présence. Mais il est certain que c'est la pression des puissances impérialistes qui produit ce climat de tension néfaste à l'épanouissement populaire. Par ailleurs, il est évident que si certaines des richesses de la région ont été collectivisées, l'économie du Rojava repose encore en grande partie sur le marché et la petite propriété. [22] La lutte doit donc se poursuivre, malgré l'ouverture d'un nouveau front le mois dernier. Et si nous émettons des réserves sur certains aspects de l'organisation rojavi, cela ne nous contraint nullement à nous distancier de nos amis qui se battent pour la préserver, et se donner la chance de l'améliorer. Il serait en effet plus facile de rester derrière nos écrans, dans nos tristes métropoles, grises et pacifiées.

Le carcan de l'État-nation et ses logiques exclusives n'est en rien une fatalité pour la région et s'il existe un exemple probant de cette certitude, c'est le Rojava. Sur le front où nous nous trouvons, de nombreuses organisations militaires regroupent des combattants kurdes, arabes, arméniens, assyriens, car les FDS incarnent ce modèle multi-ethnique et multi-confessionnel qui s'est élaboré ces dernières années à la faveur du Confédéralisme Démocratique [23].

Nous avons aussi pu constater les avancées réelles apportées aux femmes par le mouvement féministe. Aujourd'hui, les lois de l'administration autonome leur garantissent des droits inexistant auparavant. Cette lutte pour l'émancipation se transcrit dans la pratique. Les femmes sont représentées à part égale dans les conseils de quartier ou dans les organes décisionnaires administratifs. Des villages et lieux d'accueil [24] pour celles qui ont dû fuir la violence patriarcale ou qui se sont retrouvées isolées suite à la guerre, ont été construits. Sur le plan militaire, elles occupent aussi des hautes fonctions du commandement. Si le patriarcat est encore indéniablement ancré dans la société, le mouvement révolutionnaire kurde, bien qu'imparfait sur la question de l'émancipation des femmes, n'en n'est pas moins porteur d'une réelle application de principes féministes radicaux. Et ce, à une échelle bien plus large

et concrète que nombre de mouvements bourgeois occidentaux. Ici on ne parle pas de women's empowerment, mais de libération des femmes.

Il est évident que la mise en avant de la démocratie comme mot d'ordre de la Révolution au Rojava peut nous sembler pour le moins déroutant, nous qui avons lutté contre tout ce que l'Occident avait pu produire de désastreux en son nom. Mais la possibilité d'une action politique pour tous, dégagée de la tyrannie d'un État qui monopolise le pouvoir à tous les niveaux de nos existences, nous paraît renouer avec ce qui s'est délité ou perdu en Europe. Le mouvement kurde suit une perspective politco-stratégique inspirée du municipalisme libertaire : renforcer une autonomie acquise au sein d'un archipel d'espaces où des conseils de quartier, de ville ou de cantons se défendent avec des milices d'auto-défense populaire. Il serait mensonger d'affirmer que toutes les créations politiques singulières du Rojava ont été initiées depuis la base, car certaines émanent aussi des cadres du PKK. Les kurdes tentent de dépasser, de manière transversale et dans la pratique, l'opposition entre centralisme et spontanéisme. À partir de relations moléculaires basées sur le prendre soin et la puissance du collectif, intégrées dans une construction molaire conseilliste et autonome qui recourt si besoin à la lutte armée, le Rojava entre en résonance avec les autres expériences communales qui défient l'époque.

Le processus révolutionnaire rojavi s'inscrit dans la lignée de l'alternative appliquée au Bakûr à partir de 2005. La guérilla kurde n'est plus l'unique fer de lance du Mouvement. Ce dernier développe progressivement des formes novatrices d'organisation politique qui défont la dichotomie clandestinité / légalisme, allant même jusqu'à remporter de très nombreuses mairies par la voie électorale. Cette stratégie n'est pas sans inquiéter l'AKP, qui voit le contrôle des villes et villages du Kurdistan lui échapper. À partir des nombreuses victoires kurdes aux élections municipales de 2009, il mène des vagues d'arrestations successives (plus de 10 000 personnes), qui se poursuivent jusqu'en 2012. Par la suite, depuis 2016, il démet de leurs fonctions des maires élus pour les remplacer par des kayyum, des hauts fonctionnaires préfectoraux faisant office de gouverneurs locaux.

Les kurdes construisent également des para-institutions qui permettent d'organiser la solidarité quotidienne, la santé ou l'éducation. Ce processus d'autonomisation s'accompagne par la formation d'une guérilla urbaine [25]. L'État turc, n'ayant plus suffisamment de prise sur la situation pour instaurer un contrôle drastique des territoires du Bakûr, recourt régulièrement au terrorisme. Alors qu'un couvre-feu de plusieurs mois est imposé à Cizre, le 7 février 2016, entre 150 et 206 personnes sont brûlées vives par l'armée turque dans des sous-sols de la ville.

Par ailleurs, constatant les connexions grandissantes entre chaque côté de la frontière turco-syrienne, le MIT [26] se coordonne avec les réseaux djihadistes de l'EI pour organiser des attentats. Le 20 juillet 2015 à Suruç, 33 militants et militantes, principalement membres d'organisations de jeunesse de la gauche turque et kurde, sont tués. L'attaque fait également une centaine de blessés. Malgré la mise en scène spectaculaire du gouvernement turc qui ordonne des frappes aériennes sur les positions de l'EI en Syrie, c'est finalement le PKK qui sera par la suite bombardé au Ba_ûr [27], dans une opération à la communication orwellienne qui met fin au processus de paix relancé en 2013.

Cette agression précède les premiers raids de 2016 effectués par l'aviation turque contre les YPG/YPJ en Syrie, et annonce l'offensive à Afrin en 2018.

Si l'État Turc s'acharne à détruire la Commune du Rojava, c'est avant tout parce qu'il a perçu les prémises d'un futur libéré de son emprise au Bakûr. L'AKP, ne se satisfaisant pas d'avoir fait de la Turquie une prison à ciel ouvert, s'emploie désormais à élargir ses frontières et à transformer les zones envahies en un vaste champ de bataille.

Et si la « communauté internationale » le laisse faire, c'est parce qu'elle craint davantage le retour de la Commune que l'expansion du bellicisme fasciste.

Alors que le monde s'enfonce dans la réaction, une autre vision des rapports entre formes de vie a surgi au milieu des décombres, porteuse de possibilités infinies. Malgré toutes ces imperfections et ces choix diplomatiques parfois contestables, abandonner cette anomalie dans la machine apocalyptique de notre temps serait un immense gâchis. Notre détermination à ne pas céder de terrain n'en est que plus forte, quand bien même l'adversaire dispose d'une supériorité technique, logistique et militaire évidente.

Nous sommes des combattants internationalistes qui apportons notre soutien à la défense des idéaux portés et appliqués au Rojava. L'éventualité de notre mort ne saurait remettre en question notre dévotion à la cause de l'émancipation des peuples. Nous souhaitons ardemment que notre histoire ne sombre pas dans l'oubli et nous avons une confiance sans failles en nos amis pour poursuivre nos combats. Nous ne laisserons pas le mensonge imposer son récit macabre.

Ce texte vise à exprimer le refus d'une époque que l'on voudrait nous faire subir. Nous sommes de celles et ceux qui ne subissent pas : regarder impuissants la catastrophe nous est insupportable. Notre désir de réparer le monde s'oppose à la montée des fascismes dans chaque partie du globe. Les révolutionnaires sont chez eux partout, c'est pour cette raison qu'ils meurent toujours au milieu des leurs.

Au coeur du clair-obscur, entourés de nos frères et nos soeurs d'armes, nous nous efforçons de faire naître le nouveau. Nous écrivons une histoire qui dissone de la symphonie cauchemardesque des puissants.

Rejoignez-nous. Agissez où vous pouvez.

L'effort de guerre est international. La vague de révolte qui parcourt les cinq continents fait qu'aucun de nos gestes ne sera vain.

Amitiés à toutes celles et ceux qui luttent.

Des membres du RAF, Revolutionary Antifascist Front,
Til Tamir, le 22 novembre 2019.

Post-scriptum :

[1] Il est possible de contacter l'IFB à l'adresse suivante [intfreedombattalion](mailto:intfreedombattalion@protonmail.com) chez protonmail.com.

Le twitter de l'IFB : <https://mobile.twitter.com/IntFreedomBatt>, la page facebook est accessible à cette adresse :
<https://m.facebook.com/InternationalFreedomBattalion>

[2] Le HBDH Haklar1n Birle_ik Devrim Hareketi (mouvement révolutionnaire uni des peuples) est une alliance entre 10 organisations révolutionnaires de Turquie, dont le PKK.

[3] Parti des Travailleurs du Kurdistan. Créé en 1978, il passe officiellement à l'action armée contre l'occupation turque au Kurdistan à partir de 1984.

[4] YPG, Yekîneyên Parastina Gel : Unités de Protection du Peuple. YPJ, Yekîneyên Parastina Jin : Unités de Protection des Femmes.

[5] Adalet ve Kalkınma Partisi. Partie de la justice et du développement dirigé par R. Erdogan.

[6] Cette vision est évidemment simplifiée puisque la guerre civile turque est également marquée par l'autonomisation de groupes politiques nationalistes qui cherchent à prendre le contrôle de nombreuses institutions étatiques et qui agissent informellement avec la police et l'armée. Nous y reviendrons.

[7] Un article récent d'Alain Brossat paru sur lundimatin proposait une relecture de la notion de fascisme. Le fascisme turc nous paraît illustrer parfaitement certains des éléments qui y sont décrits. Une analyse approfondie de ce dernier et des mécanismes sur lesquels il repose serait profitable au sein des milieux révolutionnaires. Le fascisme actuel de l'État turc puise en effet ses racines dans une tradition politique qui n'a pas attendu le fascisme européen pour se manifester. Rappelons que le premier génocide contemporain ayant mobilisé des pans entiers de l'administration d'un état a eu lieu en Turquie. Par ailleurs, la notion de suprémacisme de la race turque est très présente dans les discours des élites nationalistes. La spécificité de l'époque tient au fait que ce n'est pas un parti de tradition kémaliste qui réalise le fascisme actuel en Turquie, mais l'AKP, dont l'idéologie est néo-ottomaniste. Une hybridation entre le traditionalisme néo-ottoman et les méthodes de domination de l'état moderne kémaliste fondent la spécificité de ce mouvement politique qui a franchi un seuil dans la terreur politique lors de la dernière décennie.

[8] Également appelée ASL, c'est un vaste ensemble en opposition à El-Assad, non-unifié et hétérogène. Les camarades des FDS distinguaient communément deux ASL : d'un côté la « bonne », qui a en presque totalité rejoint les FDS fin 2017 - début 2018 et avec laquelle ils collaboraient militairement avant cette fusion. D'un autre côté la « mauvaise », pro-turque et principalement active à Al-Bab, Afrin et Idlib.

[9] Dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016, une frange de l'armée turque tente de renverser le pouvoir. Ce dernier tiendra les gülenistes pour responsables. Au final, loin d'être déstabilisés, Erdo an et l'AKP sortent renforcés de cet épisode. S'en suit une vague de purges à travers l'ensemble des institutions étatiques et de la société civile.

[10] Bakûr en kurde signifie le Nord. Ce nom désigne par extension le Kurdistan situé dans les limites de la République de Turquie.

[11] Rappelons que Mustapha Kemal a appartenu au même mouvement ayant projeté à la tête de l'État Ottoman l'élite politique qui a perpétré le génocide arménien, les Jeunes Turcs. Si Kemal n'a pas participé directement, il est indéniable que la politique menée par la jeune république turque concernant la minorité arménienne constitue le prolongement du génocide. Aussi bien par la continuation (certes moins intense) des meurtres que par la législation raciste et les nombreuses spoliations tendant à exclure définitivement les arméniens de la nouvelle nation créée.

[12] En ce sens, nous pensons évidemment au coup d'état « manqué » de 2015, dont l'histoire recèle encore des zones d'ombres. L'AKP est sans aucun doute sorti énormément renforcé de cette « épreuve », et la lumière est loin d'être faite sur le déroulé des événements. L'état d'urgence fut proclamé, rappelant l'ensemble des lois d'exception et autres couvre-feux lorsque le pouvoir politique fut confisqué par l'armée en 1960, 1971 et 1980.

[13] Nous faisons ici le choix de borner la notion de djihadisme à des groupes ayant opté pour un affrontement religieux sur l'ensemble du monde, tels que l'EI ou Al-Qaïda. Le recours à la lutte armée pour instaurer un état régit par la loi islamique auxquels se réfèrent les groupes de la SNA fait que certains observateurs les qualifient en effet de djihadistes. Tout est question de définition : en ce qui nous concerne, nous préférons nous focaliser sur la pratique de ces combattants sur le terrain plutôt que sur une quelconque étiquette. Si l'on se réfère à cette pratique, on peut affirmer qu'ils ne diffèrent en rien de l'EI ou Al-Qaïda.

[14] Abdullah Ocalan, membre fondateur puis leader idéologique du PKK jusqu'à son enlèvement en 1998 par les services secrets turcs. Cf note n°20 sur l'apoïsme.

[15] En effet, sous le commandement d'une structure commune baptisée Burkan Al-Firat, YPG/YPJ coopèrent avec la Brigade des Révolutionnaires de Raqqa, Brigade de Jarablus, les Bataillons Shams Al-Shamal, l'Armée Al-Qassas, l'Unité Osod Al-Sferah et la Brigade Fajr Al-Hurriya.

[16] Sur ce point voir l'article de Leila Al Shami : On the Turkish offensive in northern-eastern Syria, disponible sur son blog.

[17] Au début des années 2000, le Mouvement enchaîne une série de manifestations pour la reconnaissance de l'identité kurde. Certains des leaders sont arrêtés et torturés. En 2004, une grande manifestation est réprimée par le Régime à Quamishlo, le bilan est d'au moins 43 morts. Dans toutes les régions de Syrie à majorité kurdes, ainsi que dans chaque grande ville où la communauté kurde est fortement représentée, des manifestants font face à une répression terrible.

[18] Partiya Yekîtiya Demokrat, Parti de l'Union Démocratique, proche idéologiquement du PKK, il a été créé en 2003. Les YPG/YPJ en sont la branche armée. Sur l'approche des Kurdes concernant la révolution syrienne, voir l'article paru sur lundi matin La Révolution Syrienne et la Révolution au Rojava, circulations révolutionnaires entre le Moyen-Orient et la France.

[19] C'est notamment le cas de Liwa al-Tahrir (Brigade de la Libération).

[20] « L'apoïsme » qualifie les courants s'inspirant de la théorie développée par Abdullah Ocalan, l'un des membres fondateurs du PKK surnommé « Apo », dans ses écrits de prison. Ocalan développe le concept du Confédéralisme Démocratique. Une fédération d'assemblées communales dans lesquelles chaque ethnie et chaque confession est représentée. Les femmes ont une représentation égale aux hommes dans les conseils. Ocalan est considéré comme l'un des principaux théoriciens du mouvement kurde, sinon comme le principal. À son origine, le PKK suit une idéologie marxiste-léniniste, mais il s'en distancie lors des années 1990. On peut aujourd'hui qualifier le PKK de post-marxiste, puisque rallié au Confédéralisme Démocratique, il s'appuie sur le municipalisme libertaire et applique des idées féministes s'appuyant sur une relecture sociologique et historique des sociétés depuis l'État sumérien : on parle de jinéologie (« études des femmes »), ainsi que certains principes écologistes. Le PKK reste dans son fonctionnement un parti hiérarchisé avec une forme de centralisme : il faut distinguer sa pratique interne des dynamiques qu'il cherche à impulser dans l'ensemble de la société. C'est cette contradiction qui n'est pas comprise par de nombreux observateurs européens : certains groupes « anti-autoritaires » hurlent au « léninisme » pour définir l'orientation du PKK, tandis que certains libertaires le perçoivent comme un réseau purement horizontal. Inutile de préciser que ces deux jugements sont naïfs et erronés. L'originalité du PKK est de s'appuyer aussi bien sur une organisation depuis « la base » que sur les kadros (« cadres » du parti), des militants professionnels qui dédient leur vie à la cause kurde, héritage issu du léninisme.

[21] En kurde, turc et arabe le mot *ehid* désigne le martyr.

[22] Une grande part du pétrole extrait sur place pallie au dépenses nécessaire à l'armement. Nous avons pu avoir des conversations avec certains civils ou camarades, qui déploreraient cet état de conflit permanent, dont les conséquences pèsent toujours sur la population. « Un jour, ne serons plus contraints de vendre ce pétrole aux américains ».

[23] Cf la note n° 16 sur l'apoïsme.

[24] Notamment les mala jin, « maison des femmes », présentes dans de nombreuses communes, servant autant de lieu d'organisation féministe que de refuge pour les femmes victimes des violences patriarcales.

[25] On notera par exemple le rôle des YPS : Yekîneyên Parastina Sîvîl « unité de protection civile », qui a son propre système d'action et de commandement.

[26] Milli Istihbarat Te_kilat1 « Organisation nationale du renseignement », les services secrets turcs.

[27] Ba_ûr en kurde désigne le Sud. Par extension, le Kurdistan irakien.